

Les parlementaires risquent-ils la déconnexion?

DÉCRYPTAGE Beaucoup de paysans et d'entrepreneurs, peu de salariés: une analyse d'une équipe de chercheurs montre que le Conseil national fraîchement élu ne représente qu'une partie restreinte de la société.

PAR BAYRON.SCHWYN@ESHMEDIAS.CH

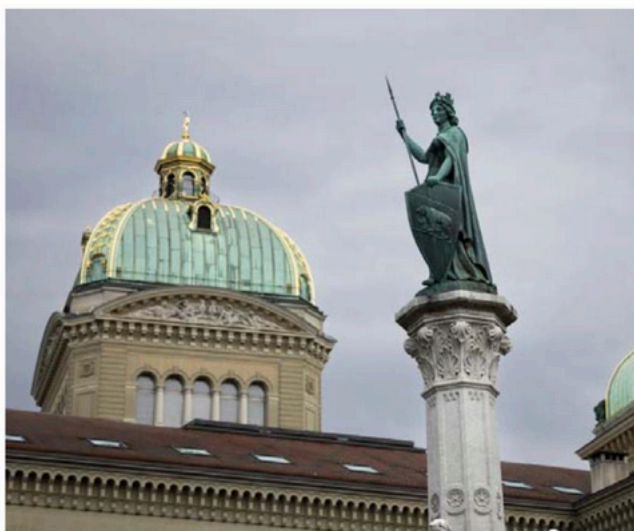
Les membres du Conseil national, sortis des urnes le 22 octobre dernier, sont-ils le juste reflet de la population suisse? Pas vraiment, répond une analyse menée sous la supervision d'Andrea Pilotti, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne.

«S'il est utopique de penser qu'un parlement peut parfaitement refléter la société, le miroir est particulièrement déformant en Suisse. Ce manque de représentativité interroge la capacité des élus à traduire les problèmes quotidiens de la population au sein de l'arène fédérale», estime le politologue.

«Si des élus se font les porte-parole de certains groupes, sans être directement issus de ceux-ci, cela ne remplace pas toujours la richesse que peut amener une plus grande variété des parcours de vie», ajoute-t-il.

Salariés absents

La plus grande ligne de fracture se dessine autour de la catégorie socioprofessionnelle des salariés, qui ne représente que 11% des conseillers nationaux (ils étaient encore 18,5% en 2019), alors que la grande majorité de la population active en fait partie. À l'inverse des salariés, d'autres groupes professionnels sont particulièrement représentés au National. De manière générale, les indépendants forment 51,5% des élus (45% en 2019). Ils sont ainsi 17% à être des chefs d'entreprise, 24% à être issus des professions libérales, dont 10,5% d'avocats, et 10% à être des agriculteurs. Cette dernière catégorie est particulièrement représentée



Le profil socioprofessionnel des membres du nouveau Conseil national est globalement bien différent de celui de la population générale, selon une analyse. KEYSTONE/PETER KLAUNZER

sous la Coupole et tranche avec ce que l'on observe ailleurs en Europe. «Si l'on ajoute les racines familiales d'autres élus, on monte facilement jusqu'à 15% du nouveau Conseil national. C'est sans commune mesure avec le poids économique du secteur, qui occupe 2,3% des personnes actives», détaille le politologue.

Paysans influents

Le plus impressionnant est que cette catégorie socioprofessionnelle a su renforcer sa présence dans le temps, en quadruplant

le nombre de ses élus depuis la création de la Suisse moderne en 1848. Pour le politologue, c'est aujourd'hui l'un des groupes les plus influents sous la Coupole.

Comment l'expliquer? «Le milieu agricole a su se mobiliser. Il a par exemple été très réactif au moment de la libéralisation de certains marchés, en s'assurant notamment du maintien des subventions par la Confédération. L'UDC, premier parti du pays, est par ailleurs parvenue à garder son ancrage paysan, malgré son orientation néolibérale

sur différents enjeux économiques et financiers.»

58% d'universitaires

Malgré cette présence marquée des paysans sous la Coupole, les conseillers nationaux sont majoritairement au bénéfice d'une formation universitaire. Ils sont désormais 58%, légèrement en baisse depuis quatre ans (60,5% en 2019), contre près de 35% parmi la population résidente.

Cette proportion n'a globalement pas évolué depuis 175 ans, mais on assiste à un changement au sein des partis. «On observe

Le parlement de milice, ce «mythe»

«Même si cela reste tabou, le parlement de milice n'existe plus aujourd'hui, c'est un mythe.» Le politologue Andrea Pilotti s'explique: «Si l'on considère qu'un parlementaire de milice ne devrait pas consacrer plus d'un tiers de son temps à la politique, ces élus-là ont tout simplement disparu. L'occupation d'un conseiller national est au minimum de 50% à 60% aujourd'hui, tandis que celle d'un conseiller aux Etats peut monter à 80%, voire 100%.» Résultat: 27% des parlementaires qui composent le Conseil national fraîchement élu peuvent être considérés comme des élus à plein temps (+5,5% depuis 2019). Et beaucoup d'autres «choisissent de mettre en partie leur profession en stand-by durant leur mandat à Berne», ajoute le maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne. Une professionnalisation qui s'est renforcée ces trente dernières années, avec l'augmentation de la rémunération et des indemnités pour les parlementaires. Sans compter ses mandats extraparlimentaires, un conseiller national peut toucher aujourd'hui pas moins de 100 000 francs par année, contre 60 000 francs dans les années 1980. «Si l'on souhaite que les parlementaires puissent exercer leurs fonctions, notamment celle de contrôle, ils doivent avoir le temps de le faire. C'est donc une évolution inévitable», estime Andrea Pilotti, qui rappelle que «jusqu'aux années 1990, le Parlement helvétique était parmi les plus faibles et les moins influents des pays occidentaux. Il n'avait simplement pas les moyens de remplir toutes ses fonctions.»

une claire académisation des élus de gauche depuis les années 1980», pointe le politologue.

Seule l'UDC est désormais composée par une majorité d'élus qui ne bénéficient pas d'une formation universitaire (71%). «Cela ne signifie pas pour autant que le parti est moins élitaire: il recrute parmi des profils d'entrepreneurs, qui sont souvent à la tête d'importantes entreprises. Ce n'est pas le petit plombier du village», nuance Andrea Pilotti. Au final, le nouveau Conseil national «est composé à 75% par des femmes et des hommes is-

sus de milieux de la petite et moyenne bourgeoisie». Le politologue note que la situation est similaire au Conseil des Etats.

Solution face à la méfiance

«Face à des formes de méfiance envers les institutions qui vont en s'amplifiant, une meilleure représentation, sans imposer des quotas, peut être une solution à explorer», appuie notre expert. Les partis ont leur rôle à jouer en proposant «des candidates et candidats aux profils davantage différents et qui ont des chances d'être élus».